

COMPTE-RENDU

Mardi 23 juin 2026

13 PRÉSENTS

- Florian Auvinet - Grand Bureau
- Jacqueline Broll - DRAC ARA
- Fabienne Chognard - Syndeac / USEP-SV
- Gaël Gaborit - Association des DACS de la région Auvergne-Rhône-Alpes (ADDACARA)
- Sébastien Guerrier - CGT Spectacle
- Samantha Guerry - SUD Culture
- Mila Konjikovic - Région AURA
- Anne-Hélène Maussier - Groupe des 20 / Le Maillon
- Frida Morrone - Réseau National du Conte et des Arts de la Parole (RNCAP)
- Erwann Mozet - SYNAVI
- Julie Romeuf - Fédération Auvergne-Rhône-Alpes des arts de la rue
- Alice Rouffineau - Fédération nationale des écoles d'influence Jazz et Musiques Actuelles (FNEIJMA)
- Céline Fuchs - COREPS / Auvergne-Rhône-Alpes Spectacle Vivant (AURA SV)

EXCUSÉS

- Ludivine Ducrot - Syndicat Musiques Actuelles (SMA)
- Christophe Jailliet - CGT Spectacle
- Floriane Mercier - DRAC ARA
- Mohamed Naitl'Khadir - Scène Ensemble
- Ubavka Zaric - DRAC ARA

ORDRE DU JOUR

TOUR D'ACTUALITÉ	2
PRÉPARATION DE LA RENCONTRE COREPS/ÉLUS DU 13 OCTOBRE 2026.....	5
> CADRE GÉNÉRAL.....	5
> ÉCHANGES.....	6
> RELEVÉ DES DÉCISIONS.....	9
PLANIFICATION DE L'AUTOMNE 2026	9
> CALENDRIER	9
> TRAVAUX EN COURS	10
QUESTION DIVERSE : COMITÉ DES COREPS & INTER-COREPS	10

TOUR D'ACTUALITÉ

Céline Fuchs - COREPS / AURA SV : avant de lancer le tour d'actualité, je vous annonce que la FNEIJMA (Fédération nationale des écoles d'influence Jazz et Musiques Actuelles), représentée par Alice Rouffineau, rejoint le COREPS, et que l'ADDACARA (Association des DACS de la région Auvergne-Rhône-Alpes) est également présente aujourd'hui, représentée par Gaël Gaborit. Bienvenue à ces deux organisations !

Anne-Hélène Maussier - Groupe des 20 / Le Maillon : on traverse une période de grande incertitude. Suite aux dernières municipales, beaucoup de communes ont modifié leurs organigrammes et/ou les profils de postes culturels, certains ont même été supprimés. Les choses se mettent en place mais on a des interrogations sur les politiques culturelles qui vont être menées localement.

De manière plus générale, beaucoup d'inquiétudes sur l'avenir de la transmission et de l'EAC : beaucoup de lieux ont dû réduire leurs actions culturelles. Les baisses de subventions touchent aussi les lieux qui défendent l'émergence : comment aider ces lieux et faire en sorte que les artistes diffusés dans ce réseau puissent continuer à être tournés ? Par ailleurs, les subventions des DRAC et Régions aux réseaux régionaux ont été coupées à plusieurs endroits, notamment en Région Grand Est. Nous sommes inquiets que cela arrive aussi en Auvergne-Rhône-Alpes. Dans ces circonstances, comment défendre la coopération entre lieux de création et lieux de diffusion ? Beaucoup de points d'interrogation, on va voir comment ça va évoluer à la rentrée, quand on aura des réponses à toutes les demandes de subvention.

Petit point positif, quand même : belle fréquentation dans tous les lieux, grands et petits.

Sébastien Guerrier - CGT Spectacle : pas énormément d'informations nouvelles, on vient de passer les municipales où il y avait plein d'incertitudes, qui se sont soldées par de nouvelles baisses budgétaires dans notre secteur et, parfois, par des suppressions de saisons. Depuis le temps qu'il y a des baisses, je me demande comment tout ça tient encore !

Sur les EAC je n'avais pas vu qu'il y aurait des baisses, c'est préoccupant. Par ailleurs, certaines compagnies ont été contrôlées et leurs heures requalifiées au régime général. Peut-être que le SYNAVI a des informations là-dessus. Ça paraît très disparate selon les territoires. Si les artistes ne peuvent plus bénéficier des heures d'EAC sur les annexes 8 et 10, ils peuvent perdre leur statut et devoir rembourser des indemnités. Qu'en est-il, est-ce réservé aux personnes au régime général ? Nous avons besoin d'une clarification sur les EAC, on voudrait une réunion spécifique là-dessus avec la DRAC et les collectivités concernées (EPCI, départements, Région) pour savoir, par exemple, si la création de spectacles avec des enfants ou des personnes âgées peut être prise en compte, s'il y a des choses à intégrer dans les contrats pour que ce soit plus clair, etc.

Par ailleurs, l'année 2027 approche, avec des incertitudes sur les financements de la DRAC. Le secteur sera donc encore plus sous pression.

Enfin, le Département du Puy-de-Dôme continue de couper pas mal d'aides aux associations, aux compagnies, à l'investissement. Comme c'est le cas dans beaucoup de collectivités depuis les élections municipales, il détricote les politiques culturelles en place jusque-là. Les programmations continuent de se réduire et on assiste à des déprogrammations.

Mais effectivement, je suis d'accord sur le fait qu'il y a de bonnes fréquentations !

Erwann Mozet - SYNAVI : je n'ai pas d'informations sur les compagnies dont les heures ont été requalifiées donc n'hésite pas à demander aux compagnies concernées de nous contacter.

Jacqueline Broll - DRAC ARA : bonjour, je suis directrice du pôle action culturelle et territoriale à la DRAC Auvergne-Rhône-Alpes. Je remplace Ubavka Zaric et Floriane Mercier qui n'étaient pas disponibles.

Erwann Mozet - SYNAVI : je rejoins les inquiétudes évoquées par Sébastien sur la question des EAC, de ce qui est demandé aux salariés et aux employeurs. A Clermont-Ferrand, les adhérents du SYNAVI lancent une dynamique pour essayer de sortir de la crise constante dans laquelle se trouvent les compagnies. Les risques de requalification au régime général viennent s'ajouter à une forme de non-consultation à la fois des artistes et des lieux qui les accueillent, qui se retrouvent avec des feuilles de route un peu hors sol. Ce serait vraiment souhaitable d'avoir, au COREPS, une vraie discussion avec tout le monde autour de la table parce que ce sont des démarches qui correspondent à nos valeurs mais leur mise en œuvre n'est pas idéale. Budgétairement, serait-il possible de connaître la part des CTEAC dans le budget 361 ?

Je rejoins aussi ce qui a déjà été dit sur les municipales : annulations de spectacles voire de saisons pour des raisons politiques, nouveaux élus qui prennent leurs fonctions et qui découvrent le dialogue avec les compagnies. C'est parfois très compliqué, on sent qu'il y a vraiment un besoin de se rencontrer.

Enfin, les chiffres de la Région pour les structures du spectacle vivant sont très inquiétants, on se demande effectivement comment ça tient encore. Entre 2022 et 2026, on observe une baisse de 50% des équipes conventionnées, et une baisse de la moyenne du conventionnement. Toutes ces baisses, qui interviennent progressivement ou de manière abrupte, nécessiteraient que tout le monde puisse être entendu et écouté.

Frida Morrone - RNCAP : le RNCAP vient d'organiser son AG, avec deux jours de rencontres dans les nouveaux locaux du Centre des Arts du Récit, au Théâtre Prémol à Grenoble. Notre souhait est d'étoffer le pôle régional pour que les gens puissent se rencontrer plus. Je ne vais pas répéter ce que vous avez dit sur les baisses et les censures : c'est sans filtre, comme s'il n'y avait plus de « politiquement correct ».

Dans l'actualité, nous organiserons une table ronde le 21 juillet à 16h30 au Village du Off à Avignon pour présenter les études et les chartes mises en place sur la parité homme-femme dans les disciplines du conte et des arts de la rue (peut-être aussi du cirque). Au-delà du constat plutôt déprimant, comment faire pour rééquilibrer les choses plus rapidement.

Samantha Guerry - SUD Culture : dans la continuité, j'en rajoute une couche sur la morosité et les tensions ambiantes. On assiste à des réorientations professionnelles, des artistes ou techniciens qui se forment pour changer de métier. Les gens ont peur, ils préfèrent parfois arrêter ce métier. Les violences sexistes et sexuelles, le harcèlement, tout ça vient accentuer le malaise dans le contexte de travail.

Par rapport à l'EAC, ce que j'ai compris c'est que quand il y a un spectacle et des représentations, ça relève forcément de l'intermittence. Mais c'est vrai qu'il y a un besoin de clarification pour les artistes et techniciens mais aussi pour les structures organisatrices, que ce soit des collectivités ou des associations. Est-ce qu'éventuellement il existe un document écrit que la DRAC pourrait nous transmettre ?

Florian Auvinet - Grand Bureau : beaucoup de choses se recoupent avec ce qui a déjà été dit. Côté musiques actuelles les inquiétudes sont généralisées, on enchaîne les mauvaises nouvelles à tous les niveaux de l'écosystème. Inquiétude pour nos lieux, labellisés ou non, qui ont subi des baisses de la DRAC en fonctionnement et aussi, pour certains, des baisses de la Région. Ça s'ajoute aux baisses importantes du Centre national de la musique (CNM) qui est mis à mal dans son fonctionnement (- 20% du budget « aide à la diffusion »), ce qui représente pour certains lieux plus de 50% de baisse. Etant donné la date des annonces, ça impacte les activités, et notamment l'émergence, de manière très immédiate.

Suite aux municipales, inquiétudes sur les enjeux de liberté d'expression et de programmation, sujet de mobilisation majeur pour nos instances syndicales.

Dans ce contexte de baisses généralisées, je voudrais suggérer d'essayer de plus anticiper les choses, pour avoir des discussions en amont sur les orientations et les directives qui définissent ces baisses. Ça rejoint les interrogations sur la gestion de l'EAC à la DRAC : comment pourrait-on anticiper, savoir où vont porter les économies, quels seront les endroits qui bénéficieront d'une volonté de sauvegarde. Il me semble que le COREPS pourrait servir à ça, même si je reconnais que ça n'est pas simple. Mais nos structures souffrent beaucoup du manque de visibilité, on ne sait pas encore ce qu'il en est pour 2026 alors qu'on est fin juin.

Autre grosse inquiétude : nos centres de formation professionnelle, dont les financements régionaux sont questionnés. Mais je pourrais faire une liste à la Prévert...

Pour conclure, est-ce qu'on pourrait mieux anticiper, plus discuter et avoir les chiffres pour savoir précisément où ont porté les différentes baisses ? Pour que ça puisse être un objet de discussion dans notre instance de dialogue professionnel et de concertation.

Sébastien Guerrier - CGT Spectacle : je rebondis juste sur ce qu'a dit Florian. On a déjà vécu des périodes de baisses budgétaires au COREPS. Evidemment on a des désaccords mais au-delà de ça, quand la Région a mis en place l'appel à projets Culture en territoires ça manquait de communication. Ils ont baissé plein de subventions pour mettre ce dispositif en place, sans prévenir personne. Et c'est toujours le cas, on n'a pas été prévenu que c'était supprimé. Ça met des gens dans des difficultés incroyables, ils ont mis en place des choses mais ça n'est pas pérenne et ils ne savent pas comment compenser. Ça manque de clarté sur la manière dont les choix sont faits, dont sont conduites les politiques publiques. Je crois que là-dessus on a une possibilité d'amélioration. Si le COREPS pouvait éclairer les organisations pour mieux se préparer à ce qui se passe ce serait bien, là on prend des coups tout le temps.

Alice Rouffineau - FNEIJMA : c'est mon premier COREPS, que je rejoins au titre de la Fédération nationale des écoles d'influence Jazz et Musiques Actuelles, qui compte une trentaine d'écoles au niveau national dont 2 centres de formation en Auvergne-Rhône-Alpes (APEJS à Chambéry et Jazz Action Valence à Valence). Je suis directrice de JAV, et également adhérente à Grand Bureau. On a eu des baisses de la DGCA, on est encore en attente du CNM. La formation professionnelle n'est pas épargnée, vous avez connaissance de l'allongement des délais de carence à l'AFDAS, de la baisse des plafonds sur le CPF, de la fin des aides individuelles à la formation par France Travail. Tout ce qui nous permettait d'accueillir les gens qui souhaitent se former est en train d'être grignoté. Des dizaines d'établissements vont fermer d'ici 2-3 ans, on est vraiment en danger. On essaie d'être très mobilisé sur l'ensemble de la filière musicale, de travailler le plus en lien possible avec le réseau même si on représente des établissements très particuliers parce qu'on peut faire autant de la diffusion, de l'EAC que de la formation professionnelle qui est vraiment une particularité propre.

Jacqueline Broll - DRAC ARA : je voulais juste apporter une précision sur les baisses opérées au ministère de la culture et les données numériques avec lesquelles nous travaillons :

- Budget 131 - Création : - 5% en 2026
- Budget 361 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture : - 5% en 2026 (- 15% en 2025)

Par ailleurs, nous avons actuellement une réserve nationale de 10% sur tous les budgets.

Julie Romeuf - Fédération AURA des arts de la rue : c'est aussi mon premier COREPS, je suis heureuse de découvrir ce lieu de partage et d'échanges. Je vais apporter une parole complémentaire sur une des conséquences du contexte actuel : les possibilités de visibilité pour les compagnies se réduisent, en raison de la réduction des programmations (festivals, saisons) mais aussi parce que les espaces restants sont pris d'assaut et mettent les compagnies en concurrence. Pourtant, le public est là et mobilisé.

Par ailleurs, la baisse des subventions fragilise les équipes et les structures, certains festivals disparaissent. Sur l'EAC on réfléchit à une fiche pratique pour aider les compagnies à y voir clair, et on va peut-être organiser des rencontres entre compagnies pour essayer de répondre à ces feuilles de route très singulières. On est aussi fortement fragilisés par les problèmes d'accès à la formation, des stages complets sont annulés faute de prise en charge par les OPCO.

Pour conclure, je dirais que le secteur des arts de la rue s'inscrit dans la continuité des autres prises de parole.

Erwann Mozet - SYNAVI : dans les sujets à discuter collectivement, et qui concernent particulièrement les arts de la rue, il y a la canicule qu'on est en train de vivre. On a des remontées sur les annulations suite à des décisions préfectorales, je trouverais intéressant et nécessaire qu'on aborde la question de l'anticipation face au changement climatique. Ça pourrait être mis à l'ordre du jour pour 2026-2027, jusqu'à maintenant ça a toujours été un peu mis de côté.

Fabienne Chognard - Syndeac / USEP-SV : parmi les équipes artistiques adhérentes, on note un effondrement de la diffusion. Ça soulève la question des critères de conventionnement, qui posent un vrai problème et sont à requestionner. J'entends la difficulté des techniciens à travailler avec des budgets contraints, j'entends les compagnies qui veulent continuer malgré des budgets contraints. Les programmations se réduisent considérablement, pour les lieux pluridisciplinaires notamment, le choix de limiter la production et la diffusion se généralise, on sabre dans les équipes avec des non-renouvellements de contrats voire des licenciements. Un plan social est à l'œuvre pour les équipes artistiques qui sont les plus durement touchées, et ensuite pour les lieux. Et après ?

Par rapport à la volonté affichée d'être présents sur les territoires, il faut des professionnels, on ne peut pas envoyer des artistes sans accompagnement. Cet endroit de l'accompagnement, de la construction de projets qui permettent une alchimie entre un territoire, des artistes et les structures culturelles qui sont issues de la décentralisation, est indispensable.

On alerte sur la situation qui, en termes d'emploi, est de l'ordre de l'effondrement.

Jacqueline Broll - DRAC ARA : concernant la liberté de création, de diffusion et de programmation, je suis référente avec Ubavka Zaric et je ne vois rien remonter sur l'adresse générique libertecreation-auvergnerhonealpes@culture.gouv.fr. Idem concernant les annulations canicule. Il faut nous faire remonter les informations pour qu'on puisse faire avancer les sujets, là on manque vraiment de matière, de signalements.

Mila Konjikovic - Région AURA : j'attendais que le tour d'actualité se termine pour pouvoir répondre aux différentes questions.

A la Région, toutes nos aides seront votées d'ici fin juin, la dernière commission aura lieu le 25/06. J'entends les alertes, les inquiétudes, les incompréhensions, j'entends aujourd'hui des mots plus durs que d'habitude. C'est vrai que c'est une période difficile, les difficultés budgétaires liées aux baisses de soutien public engendrent des problèmes drastiques pour la production, pour la diffusion, on attaque dans le dur mais on s'y attendait. Je participe à beaucoup de conseils d'administration et comités de suivi et on entend souvent que ça tenait encore jusqu'en 2025 grâce aux aides COVID. Il faut aussi entendre que les collectivités sont soumises à l'effet de ciseau, nous avons des compétences obligatoires (pour la Région : les lycées, l'industrie, les mobilités, l'agriculture etc), nous sommes également touchés par l'inflation, et nous avons d'autres compétences non obligatoires. Les élus débattent, et font des choix, je tenais à le rappeler.

Toutes les aides aux lieux et compagnies labellisées ont été votées en mai, pour 110 lieux et 56 compagnies. A la CP du 25 juin, sur les 200 dossiers de demande d'aide aux projets déposés et instruits, près d'une moitié sera présentée au prochain vote des élus. On s'efforce d'avoir un équilibre entre les esthétiques, les territoires, de prendre en compte la parité, de veiller à ce qu'il y ait des projets s'adressant au jeune public, et de renouveler les équipes aidées : plus de 50% des équipes qui seront aidées cette année au projet, ne l'étaient pas ces 3 dernières années.

Concernant le dispositif Culture en territoire, les élus ont souhaité en faire un bilan après 3 ans de fonctionnement, pour voir en quoi ça a stimulé la création (avec une adresse au patrimoine) et la diffusion. On avait travaillé ce dispositif avec vous dans le cadre du COREPS, et c'est vrai que les acteurs du territoire s'en sont vraiment saisi. Le dispositif va être relancé, a priori à la rentrée, peut-être sous une forme réadaptée.

Gaël Gaborit - ADDACARA : c'est mon premier COREPS aussi, je suis DAC et directeur de l'Espace Eole à Craponne et je représente l'Association des DACS de la région Auvergne-Rhône-Alpes. En complément de ce qui a été dit, la conséquence pour les collectivités territoriales de la baisse des aides de l'Etat et des élections municipales, c'est que les projets se réfléchissent et se redébattent. Même les collectivités les plus riches doivent prévoir des baisses budgétaires, il faut faire avec et repenser les choses pour pouvoir continuer à investir sur des projets. La baisse ne concerne pas que le secteur culturel, elle est globale.

PRÉPARATION DE LA RENCONTRE COREPS/ÉLUS DU 13 OCTOBRE 2026

> CADRE GÉNÉRAL

- **Date et horaires :** mardi 13 octobre de 10h à 16h
- **Lieu :** Marché Gare, Lyon
- **Introduction :** prises de parole de Aymée Rogé (DRAC ARA) et Sophie Rotkopf (Région AURA)
- **Objectifs :**
 - o Contribuer à la rencontre, au dialogue et à l'interconnaissance entre élus et professionnels, notamment les représentants des organisations membres du COREPS
 - o Partager les réalités des uns et des autres et échanger sur quelques problématiques transversales remontées de l'ensemble des organisations
 - o Construire la suite et penser collectivement les modalités et formats de structuration du dialogue sur le long terme
- **Format et contenus :**
 - o Plénière d'introduction permettant de poser un cadre général sur les politiques publiques de la culture
 - o Temps d'échanges en sous-groupes sur des problématiques transversales, qui font écho autant pour les élus que pour les professionnels : critères et objectifs de l'action culturelle ? liberté de création et de diffusion ? ... ?

- Souhait de donner la parole aux élus autant qu'aux professionnels, de donner la place à une diversité de points de vue et de favoriser les échanges horizontaux plutôt que descendants
- **Co-construction de la journée** par les syndicats, réseaux professionnels et fédérations d'élus membres du COREPS :
 - Sollicitation de chaque organisation pour faire remonter des sujets qui paraissent intéressants à aborder
 - Identification des questionnements partagés, échanges et construction des différentes séquences de la journée avec les partenaires

> ÉCHANGES

Céline Fuchs - COREPS / AURA SV : comme convenu lors du dernier GT, j'ai contacté les fédérations d'élus afin de les associer à la conception et/ou à l'organisation de cette journée. Une fois les rendez-vous programmés, je devais vous solliciter pour que des représentants du GT puissent m'accompagner, malheureusement je n'ai à ce jour réussi à décrocher que 2 rendez-vous de prise de contact (présentation des chantiers actuels, élection du COPIL à venir...) avec France Urbaine et l'AMRF.

Une fois les élections municipales passées, les fédérations doivent composer et remettre en route leurs commissions, procéder à l'affectation des mandats et, éventuellement, élire leurs nouvelles instances (le 11/07 à Avignon pour la FNCC, en novembre pour l'AMF). C'est encore en cours, d'où le manque de disponibilité de leur part. LA FNCC et l'AMF n'ont pas encore donné suite à mes sollicitations, par contre les rendez-vous avec France Urbaine et l'AMRF devraient aboutir à un partenariat autour de la journée du 13 octobre. Par ailleurs, l'Observatoire des politiques culturelles (OPC) est intéressé par la démarche et l'ADDACARA est représentée ce matin.

Sébastien Guerrier - CGT Spectacle : c'est bien que cette journée ait lieu, tout le monde en a envie. Pour avancer, ce serait bien de créer un document partagé pour que toutes les organisations puissent contribuer, amender... Ce serait bien qu'on termine la journée tous ensemble, avec des restitutions de ce qui s'est dit dans les sous-groupes. Il faut aussi mettre la journée en perspective en envisageant la suite, peut-être que c'est un format qu'on pourra reconduire, à voir en fonction du bilan qui en sera fait. En tout cas ça pourrait être un moment fort pour notre COREPS.

Sur les contenus il faut que ce soit un peu concret pour tout le monde, que ça fasse avancer les gens. Je continue de penser que c'est important d'entretenir les relations et le dialogue entre les gens même si ça ne change pas fondamentalement les choses.

Il faudrait que la communication soit lancée assez rapidement, que tout le monde puisse diffuser l'information et un document de présentation dans ses réseaux. Pour la logistique il y a moins d'urgence, on pourra voir ça dans un 2^e temps.

Alice Rouffineau - FNEIJMA : je découvre ce projet aujourd'hui. Est-ce qu'on doit se rapprocher de nos élus locaux pour les mobiliser ? La thématique des métiers en tension/en danger, qui traverse le secteur, pourrait être intéressante à discuter ensemble.

Céline Fuchs - COREPS / AURA SV : la stratégie est de co-construire la journée avec les fédérations d'élus, mais pour garantir une bonne fréquentation ce serait effectivement bien que chacun invite ses élus de territoire.

Anne-Hélène Maussier - Groupe des 20 / Le Maillon : pour reprendre ce que Sébastien disait tout à l'heure, le but c'est d'imaginer la structuration d'un dialogue pérenne. C'est super mais il me semblait justement que le COREPS était cet endroit, et que malheureusement ils ne répondent pas.

Pour qu'ils se sentent concernés, on s'était dit que ce serait bien qu'ils nous présentent comment ils pensent/construisent leur politique culturelle, pour qu'on puisse confronter les sujets qui nous tiennent à cœur et les leurs. Est-ce que ce serait un temps en début de journée ? Peut-être que Mmes Rotkopf et Rogé pourraient ouvrir la journée puis donner la parole aux élus ?

Une autre problématique est de garder les gens toute la journée.

Sébastien Guerrier - CGT Spectacle : il faut qu'on trouve des thèmes qui fassent venir les élus, après on verra, c'est un coup d'essai. Mais peut-être que cette journée leur donnera envie de venir plus souvent aux réunions du COREPS.

Ce serait bien que la Région et la DRAC nous expliquent comment ils construisent leur politique générale, ce serait intéressant et ça ouvrirait le débat.

Pour ce qui est des inscriptions, il faut qu'on voie qui a le droit de venir, et qu'on puisse avoir la liste des élus présents en amont.

Mila Konjikovic - Région AURA : les moments où les élus sont présents sont rares, vous les voyez généralement en bilatéral, ou à la plénière du COREPS. Or la plénière est un moment difficile, soit c'est descendant, soit c'est un tribunal. Ça n'est pas le meilleur endroit pour être dans un échange constructif si vous voulez que les élus expliquent comment est construite leur politique publique.

Ce que j'avais compris de la réunion d'octobre, c'est que l'idée n'était surtout pas d'être dans un rapport de force, mais au contraire d'être dans un positionnement où chacun expose ses besoins, ses problématiques, ses enjeux. Il s'agit aussi de former les élus, que ce soit un lieu où ils se sentent accueillis, où ils vont pouvoir prendre vraiment conscience des enjeux, et ne pas se sentir acculés, sinon ça risque de ne pas être productif. Il ne doit pas s'agir pour eux de rendre compte de décisions mais plutôt, aussi, d'exposer leurs problématiques, leurs priorités, leurs enjeux.

D'où l'importance d'arriver à fédérer, à mobiliser les fédérations d'élus et que chacun puisse être relai après de ses élus locaux pour qu'ils bloquent la date dans leur agenda. Il faudrait au moins une quinzaine d'élus, que ça ne soit pas juste la DRAC et les 2-3 élus habituellement présents au COREPS. Ce peut être un moment très riche.

Fabienne Chognard - Syndeac / USEP-SV : merci Anne-Hélène d'avoir rappelé les objectifs du COREPS. Je rejoins Mila sur le fait que ça ne doit pas être un espace de règlement de comptes, ça ne serait pas du tout productif pour qu'il y ait un dialogue avec toutes les couches du mille-feuille. Les collectivités territoriales de proximité sont les 1^{ères} à financer notre secteur, et on est en ce moment face à des risques d'ingérence ou de baisse. Qu'est-ce qu'on construit ensemble, comment on pense l'avenir des équipes artistiques, les actions de proximité avec les habitants. Ce sont des maillons essentiels de notre écosystème, c'est important d'être en interaction avec eux. Je suis surprise Céline que tu n'arrives pas à avoir de liens avec les associations d'élus.

Céline Fuchs - COREPS / AURA SV : le lien est établi avec l'AMRF et France Urbaine, le problème c'est juste qu'ils ne sont pas prêts à désigner des représentants ou des référents régionaux dans la mesure où ils sont en plein renouvellement de leurs instances.

Florian Auvinet - Grand Bureau : je suis embêté sur la question des thématiques, si on construit un programme qui répond juste à nos questionnements on aura du mal à mobiliser, il faudrait vraiment y travailler avec eux. L'enjeu premier, c'est de mobiliser, d'assurer un minimum de participation.

Ensuite, je rejoins Sébastien sur l'enjeu méthodologique, cette rencontre doit en appeler d'autres, il faut se donner des perspectives dans une période qui va être dure, on sait déjà que 2027 sera pire que 2026 donc comment se redonner des espaces de dialogue pour anticiper les choses, accompagner au mieux les acteurs. Il faut que les thématiques servent surtout à savoir comment on pourrait travailler, même si ça vient questionner le fonctionnement actuel du COREPS. Peut-être qu'au lieu d'un GT tous les 2 mois on garde le tour d'actualité mais qu'on traite les thématiques dans des rencontres spécifiques.

Pour le 13/10, il faudrait 1-2 thématiques qui répondent aux problématiques concrètes des élus. Attention aux grands messages, il ne faut pas tomber dans la posture, pas de discours de politique générale mais plutôt parler de méthode. On pourrait suggérer aux fédérations d'identifier des témoignages de projets inspirants, de choses qui se passent bien pour lancer les ateliers sur des cas concrets, avec des échanges de pratiques.

Samantha Guerry - SUD Culture : ce serait bien d'analyser les raisons pour lesquelles ils ne viennent pas au COREPS, si c'est par manque de temps ou pour d'autres raisons.

Je suis d'accord sur le document à créer pour partager des pistes, et sur le fait que les ateliers peuvent faciliter les rencontres et servir de brise-glace et donner de la matière à réfléchir pour la suite. Ça va être différent de ce qui se passe d'habitude entre les équipes artistiques et les élus, du face-à-face habituel. Le

nœud ça va être les ateliers, on ne sait pas combien on sera mais il ne faut pas qu'on soit trop nombreux dans chaque.

L'été va être une période d'expérimentation pour les nouveaux élus en matière de politique culturelle, ça peut apporter d'autres réflexions. Mais attention, avec la période estivale le 13 octobre va arriver vite.

Jacqueline Broll - DRAC ARA : si on veut que les échanges soient constructifs et permettent d'en sortir de la matière pour la suite, il faut déjà qu'on ait un questionnement et qu'on puisse le partager, qu'on puisse organiser des temps d'échanges et y inclure des exemples inspirants qui nous permettent d'ouvrir des perspectives. Pour l'instant on est beaucoup sur la crise, sur la situation périlleuse dans laquelle le spectacle vivant s'enfonce. Bien sûr on est sur une ligne de crête, mais qu'est-ce qu'on peut imaginer pour avancer et ne pas s'enliser dans des échanges qui risquent d'être stériles.

Je voulais aussi revenir sur l'expérimentation COREPS : il faut peut-être mobiliser ceux qui y travaillent pour raconter ce sur quoi ils avancent, les questions que ça pose. Ça peut être un atelier autant qu'une base de questionnement.

Et concernant les élus dans le COREPS, le Conseil local des territoires pour la culture (CLTC) pourrait aider à relancer le sujet de la participation des élus, puisque les représentants des fédérations d'élus y participent.

Sébastien Guerrier - CGT Spectacle : ce serait bien que les élus qui suivent l'expérimentation viennent témoigner, peut-être aussi avec les équipes artistiques. On pourrait aussi parler des paniers culturels. Le modèle actuel étant en danger, on peut aussi ouvrir un sujet sur le nouveau modèle à imaginer, et quelles expérimentations pourraient accompagner ça.

Sur le volet formation, les élus peuvent venir chercher de la matière pour construire une politique culturelle sur leur territoire. Auvergne-Rhône-Alpes Spectacle Vivant ou l'Observatoire des politiques culturelles pourraient apporter de la donnée. Ce serait intéressant et ça leur donnerait peut-être envie de revenir.

J'entends qu'il faut être consensuel, pour autant on ne sera pas d'accord sur tout et il faudra le dire. Certains élus coupent les budgets et orientent les politiques publiques vers une culture de masse, ceux-là ne viendront pas. Je pense qu'il faudrait 1-2 ateliers pour montrer que le dialogue c'est important, que même avec des budgets en baisse on peut faire de belles choses. Mais je pense qu'il faut aussi qu'il y ait des sujets comme de ce qui arrive en 2027 à l'ordre du jour.

Fabienne Chognard - Syndeac / USEP-SV : il s'agit juste de défendre le théâtre public. Une politique culturelle, ce sont des actions qui sont portées pour toutes et tous, mises en place par des équipes artistiques et des lieux de la décentralisation théâtrale. C'est l'histoire de la décentralisation des politiques publiques, et la culture dont tu parles est une culture privée qui repose sur la rentabilité, qui ne va pas faire d'action culturelle dans les quartiers ni dans les villages de montagne. Nous on porte toutes et tous ces politiques publiques. Ce qui est important de demander, c'est quel est le choix de politique publique qui est fait par les collectivités et par l'Etat.

Mila Konjickovic - Région AURA : sur la question d'une intervention de quelqu'un d'extérieur, je suis vraiment pour. Je crois que ce serait vraiment important pour éviter le face à face élus/acteurs, d'avoir quelqu'un qui vient poser le cadre du débat, élever le débat, donner des perspectives, qui puisse être là pour mettre du lien et du sens si ça patine. Quelqu'un qui pourrait lancer la journée et ensuite être en soutien.

Gaël Gaborit - ADDACARA : tout à l'heure vous parliez de co-construire les thématiques et la journée avec les fédérations d'élus mais vu la temporalité ça semble complexe, non ?

Céline Fuchs - COREPS / AURA SV : j'espère encore qu'on va réussir à avancer avant les vacances, dans le cas contraire il faut qu'on ait un plan B.

Sébastien Guerrier - CGT Spectacle : je pense qu'il y a suffisamment de matière pour que Céline puisse commencer à imaginer un programme. Et c'est bien de faire ce document partagé et que tout le monde y contribue.

Personnellement je ne suis pas pour qu'on passe toute la matinée en plénière. Je pense qu'il faut qu'on se mette assez rapidement en petits groupes pour se parler, c'est comme ça qu'on va réussir à dialoguer. On pourra revenir en plénière en fin de journée. Il faut faire un format éducatif pop. Si des représentants d'élus veulent prendre la parole au début c'est bien parce que c'est pour eux qu'on fait cette journée. Si l'OPC

vient faire une introduction sur ce que c'est que la politique culturelle, quelles sont les évolutions, etc., c'est super mais ça doit être très timé, 15 minutes par intervention maximum. Ensuite on se met en groupes de travail, puis on fait une restitution. La parole sera plus libre, on se sera rencontré et parlé, on aura mangé ensemble.

Erwann Mozet - SYNAVI : je suis d'accord, c'est pertinent si quelqu'un d'extérieur intervient, l'OPC ça me paraît bien, ça nous donnerait une sorte de base. Mais la plénière doit être courte : il faut très vite se mettre en travail ensemble pour ne pas rentrer dans un rapport conflictuel et être sur un partage de réalités et une tentative de construire ensemble.

Sébastien Guerrier - CGT Spectacle : il faudra des « observateurs » par groupe : peut-être 1 modérateur et 1 rapporteur à chaque fois.

Erwann Mozet - SYNAVI : on peut aussi, lors de la plénière, faire une formation à l'auto-gestion dans les groupes, ça peut être pertinent. Autre question : à quels élus s'adresse-t-on, élus de secteurs seulement ou les maires intéressés peuvent participer ? Ça pourrait être intéressant d'avoir des échanges là-dessus, de confronter leurs points de vue.

Samantha Guerry - SUD Culture : selon moi il vaut mieux inviter largement parce qu'on n'a aucune certitude sur le nombre d'élus qu'on pourra toucher, et ça peut ouvrir plus de discussions. Si on est nombreux on fera plus de sous-groupes, ça sera un succès et on pourra reconduire l'événement. Après, c'est différent dans les petites et les grandes communes, dans les petites certains élus ont plusieurs fonctions, parfois la culture est portée directement par le maire.

Céline Fuchs - COREPS / AURA SV : deux options pour la finalisation du programme : soit on pose les grandes lignes avant l'été et on boucle ça lors du GT de septembre, soit on arrête le programme avant l'été, avec une validation du comité de pilotage lors de sa réunion du 21 juillet. Ce qui signifie que les organisations membres du COREPS doivent apporter leur contribution d'ici le 15 juillet au plus tard. D'ici là, on fonctionne avec la boucle de mails.

> RELEVÉ DES DÉCISIONS

- **Création d'un document partagé** dans lequel les organisations font remonter les thématiques qui les intéressent, des propositions de formats d'ateliers, des suggestions d'intervenants (élus, chercheurs...), des volontaires pour participer à l'animation...
- **Propositions aux fédérations d'élus et à l'ADDACARA de s'associer à cette journée** et, si réponse favorable, de faire remonter leurs propres sujets. Si vous avez des contacts directs au sein des fédérations d'élus, n'hésitez pas à les transmettre ou à les solliciter
- **Intervention(s) en plénière à prévoir** pour lancer la journée
- **Rédaction d'un texte martyre** à soumettre aux membres du GT pour amendements et validation avant diffusion dès que possible à tous les élus qu'on est amenés à croiser

PLANIFICATION DE L'AUTOMNE 2026

> CALENDRIER

- **1^{er} octobre après-midi / début de soirée : rencontre avec les équipes artistiques puis avec les élus concernés par l'expérimentation** de nouvelles formes de nouvelles modalités de concertation et de mise en place de politiques publiques, sur place (une note vous sera fournie d'ici là sur ce projet) :
 - o Enjeu de l'expérimentation : comment des territoires peuvent être hospitaliers pour des équipes artistiques, et comment on peut déployer des coopérations pour leur permettre de travailler sur un territoire assez large, autre qu'un département ou une région.
 - o Participants : membres du COPIL et du GT politiques publiques
 - o Sondage à compléter : <https://beta.framadate.org/polls/d1fba9153c778dd0e5ae>

- 13 octobre : journée élus / COREPS au Marché Gare (Lyon)
- Sondages pour les GT de l'automne :
 - o Septembre : <https://beta.framadate.org/polls/02a898bb306dcdee35a0>
 - o Novembre : <https://beta.framadate.org/polls/4893a19faeaa5f57b998>

> TRAVAUX EN COURS

Compte-rendu du comité de pilotage du 29 avril 2026 :

- Préparation de la rencontre entre organisations professionnelles et élus du 13 octobre : rendez-vous en cours avec les fédérations d'élus (France Urbaine, AMRF...) et les partenaires potentiels (ADDACARA, OPC...)
- Suivi de l'expérimentation de nouvelles modalités de coopération et de soutien au spectacle vivant menée entre 5 communes en Isère et Savoie (Les Abrets-en-Dauphiné, Pont-de-Beauvoisin Isère et Savoie, Saint-Laurent-du-Pont et Val-de-Virieu) : les nouvelles équipes municipales se mettent en place, la rencontre envisagée aura donc lieu le 1^{er} octobre.
- Financements, modèles économiques et problématiques de trésorerie : rencontre avec OPALE, France Active et/ou ISBL > à programmer.
- Problématiques de censure et d'auto-censure qui se multiplient et doivent continuer à être traitées par le GT politiques publiques, mais la forme reste à trouver : peut-être à inscrire à l'ordre du jour de la journée d'octobre.
- Questions de la transition écologique et de l'adaptation, partagées entre les groupes de travail politiques publiques et emploi et formation.

QUESTION DIVERSE : COMITÉ & INTER-COREPS

Le comité des COREPS se réunira à Avignon le vendredi 10 juillet prochain. L'ordre du jour sera le suivant :

1. Présentation des derniers chiffres de l'emploi
2. Point sur le FONPEPS
3. Bilan de la sous-commission formation professionnelle
4. Bilan de la sous-commission RSO
5. Point sur l'intermittence et notamment le rapport de la Cour des comptes
6. Retour sur les travaux menés en COREPS sur le travail illégal
7. Perspectives pour l'année prochaine

Par ailleurs, l'inter-COREPS ne se réunira pas à Avignon cette année, plusieurs COREPS étant en sommeil ou en difficulté (notamment les COREPS Grand-Est et Centre-Val-de-Loire).